

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 2 6</p> <p style="text-align: center;">21SERV12 - ACCORD- CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIFS AUX PRESTATIONS D'ARBORICULTURES ET DE TRAITEMENTS PHYTOSANITAIRES SUR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 2 6

BUREAU DU 11 janvier 2022

**OBJET : 21SERV12 - ACCORD-CADRE A BONS DE
COMMANDE RELATIFS AUX PRESTATIONS
D'ARBORICULTURES ET DE TRAITEMENTS
PHYTOSANITAIRES SUR LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°,
R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande
Publique,

VU le décret n° 2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 07/12/2021,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne l'accord-cadre à bons de commande relatifs aux prestations d'arboricultures et de traitements phytosanitaires sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les prestations concernent l'élagage avec possibilité d'abattage et/ou d'essouchement d'arbres et la lutte obligatoire contre les ravageurs des arbres de bord de voies métropolitaines ainsi que des parcelles et terrains en gestion métropolitaines incluant les espaces naturels remarquables d'intérêt communautaire (ENRIC) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les prestations comprennent :

- L'élagage d'arbres ou de palmiers sur les délaissés, accotements, talus et fossés d'accompagnement de voirie ainsi que les terrains en gestion métropolitaine,
- Le traitement par lutte obligatoire contre les ravageurs d'arbres ou de palmiers sur les délaissés, accotements, talus et fossés d'accompagnement de voirie ainsi que les terrains en gestion métropolitaine,
- L'abattage d'arbres ou de palmiers sur les délaissés, accotements, talus et fossés d'accompagnement de voirie ainsi que les terrains en gestion métropolitaine de manière accessoire,
- L'essouchement d'arbres ou de palmiers sur les délaissés, accotements, talus et fossés d'accompagnement de voirie ainsi que les terrains en gestion métropolitaine de manière accessoire,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 4 lots :

- LOT 1 : Prestations arboricoles SECTEUR EST (Le Pradet, La Crau, Carqueiranne, La Valette-du-Var, Hyères-les-Palmiers et La Garde),
- LOT 2 : Prestations arboricoles SECTEUR CENTRE (Toulon et Le Revest-les-Eaux),
- LOT 3 : Prestations arboricoles SECTEUR OUEST (Six-Fours-les-Plages, Ollioules, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer),
- LOT 4 : Prestation de traitement phytosanitaire sur l'ensemble de la Métropole

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 18/08/2021 avec une remise des offres fixée au 29/09/2021,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 17 dossiers ont été retirés,

CONSIDERANT que 1 pli a été déposé dans les délais pour le lot 1 ; 2 plis pour le lot 2 ; 3 plis pour le lot 3 ; 3 plis pour le lot 4,

CONSIDERANT qu'un questionnaire pour offre anormalement basse a été envoyé le 29/10/2021 avec une date limite de réception des offres fixée au 08/11/2022 aux candidats :

- Groupe CHAILAN pour les lots 2 et 3,
- SARL FAYARD pour le lot 3,

Les réponses ont été reçues dans les délais impartis,

CONSIDERANT que le groupe CHAILAN a modifié son offre initiale pour les lots 2 et 3,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 :

- ✓ LOT 1 : Le groupement CLM Environnement SAS/IDVERDE SAS/ EVEA SARL/ SERPE SASU sise Toulon (83041),
- ✓ LOT 2 : le groupement ID VERDE/CLM Environnement/EVEA Espaces verts/SERPE sise Levallois Perret (92300),
- ✓ LOT 3 : FAYARD BORIS sise Le Thor (84250),
- ✓ LOT 4 : le groupement LGP JARDINS / TECA MAGRIS MARCEL sise Garéoult (83136),

CONSIDERANT que les candidats présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les candidats ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués et la demande sera envoyée aux candidats placés en seconde position,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER les offres du groupe CHAILAN pour les lots 2 et 3 irrégulières et anormalement basses et l'offre de la société BATISANTE SUD pour le lot 4 irrégulière.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les accords-cadres à bons de commande avec :

- * LOT 1 : Le groupement CLM Environnement SAS/IDVERDE SAS/ EVEA SARL/ SERPE SASU pour un montant estimatif de 357 538 € HT, étant précisé pour la période initiale du marché, et pour chaque période de reconduction, que :
 - Minimum 170 000 € HT ; Maximum 510 000 € HT,
- * LOT 2 : Le groupement ID VERDE/CLM Environnement/EVEA Espaces verts/SERPE pour un montant estimatif de 134 556 € HT, étant précisé pour la période initiale du marché, et pour chaque période de reconduction, que :
 - Minimum 50 000 € HT ; Maximum 200 000 € HT,
- * LOT 3 : SARL FAYARD BORIS pour un montant estimatif de 131 606 € HT, étant précisé pour la période initiale du marché, et pour chaque période de reconduction, que :
 - Minimum 90 000 € HT ; Maximum 300 000 € HT,
- * LOT 4 : Le groupement LGP JARDINS / TECA MAGRIS MARCEL pour un montant estimatif de 168 324 € HT, étant précisé pour la période initiale du marché, et pour chaque période de reconduction, que :
 - Minimum 80 000 € HT ; Maximum 250 000 € HT,

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets principal et annexes, en section de Fonctionnement sur les exercices 2022 à 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR : 14
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0



